

Introduction.

Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement honoré de m'adresser à vous aux termes de cette conférence sur l'agriculture en Afrique.

Quand vous vivez avec moins de un dollar par jour et que vous consacrez l'essentiel de vos revenus à l'alimentation, des hausses de prix telles que nous les observons aujourd'hui sont tout simplement insupportables.

Un père ou une mère dans un pays industrialisé peut-il imaginer qu'un jour, il aura à choisir entre nourrir son enfant le matin, le midi ou le soir.

Ou à choisir entre nourrir son enfant ou l'envoyer à l'école...

Personne n'est placé dans nos pays riches devant des choix d'une telle cruauté.

Pourtant, très souvent, on a le sentiment que le monde riche regarde ce drame d'un œil d'une passivité cynique.

Quand les discours compatissants ont rassuré notre conscience embarrassée, il reste rarement quelque chose.

Aujourd'hui en Europe, on parle de plus en plus de pouvoir d'achat.

Je veux bien comprendre cette préoccupation.

Mais pour beaucoup d'Européens inquiets, il s'agit souvent de pouvoir s'acheter des biens souvent superflus.

Pour les pays pauvres, l'enjeu c'est d'échapper ou non à la famine, à la malnutrition, à l'appauvrissement des plus pauvres.

Le pouvoir d'achat n'a pas la même connotation pour tout le monde.

On tient avec ce drame un exemple éclairant de l'inégalité inacceptable du monde.

Si on y ajoute que les moyens humains, techniques et financiers existent pour assurer l'autosuffisance alimentaire, on ajoute le cynisme à l'injustice.

A court terme, il est bien évidemment nécessaire de répondre aux besoins alimentaires de ces populations qui se trouvent dans une véritable détresse humanitaire. Et c'est ce que la Commission européenne fait et continuera de faire.

Notre réponse doit aussi reposer sur des **formes d'assistance alimentaire plus articulées**,

destinées par exemple à prévenir les effets négatifs sur la malnutrition infantile, et à soutenir le pouvoir d'achat des foyers les plus vulnérables. Compte tenu de l'ampleur de la crise et de sa persistance prévisible, il est absolument crucial de s'engager à moyen terme dans des politiques de protection sociale.

Mais l'aide alimentaire d'urgence a sa finalité propre mais également ses limites.

Elle fait bien évidemment partie de la stratégie globale de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire.

Mais c'est un outil d'urgence, à vocation temporaire. Cette politique ne peut répondre durablement aux objectifs de sécurité alimentaire. Pour une raison simple que cette politique n'apporte aucune réponse aux causes structurelles et chroniques de ce problème.

Par ailleurs, l'aide alimentaire génère souvent des phénomènes pervers de dépendance ou de perturbation des marchés, avec pour effet d'annihiler les incitations au développement agricole dans les pays bénéficiaires de l'aide.

Je suis donc convaincu que cette aide d'urgence doit être limitée dans le temps, et qu'il faut engager des dynamiques volontaristes pour assurer une transition rapide vers des

mécanismes de sécurité alimentaire de nature structurelle.

Traiter de la sécurité alimentaire sur le long terme revient prioritairement à traiter de la question de l'agriculture.

Après des années de sous-investissements – voire de désintérêt – dans le secteur du développement rural, nous assistons à un retour de l'agriculture sur le devant de la scène.

Ce retour de l'agriculture sur le devant de la scène n'est **pas quelque chose de nouveau pour la Commission européenne.**

En effet, bien avant d'autres acteurs internationaux, nous avons été proactifs dans ce domaine, tant quantitativement que qualitativement.

- **Quantitativement**, lors de la programmation du 10^{ème} Fonds européen de développement, nous avons fait en sorte que le secteur du développement rural dans son ensemble bénéficie d'un doublement des montants (650 M€ sous le 9^{ème} FED – 1,2 milliard d'euros sous le 10^{ème} FED).

Et cela n'a pas toujours été facile ; nous avons dû plaider auprès de nos partenaires. Il faut ajouter à ceci l'assistance apportée dans le cadre de notre programme thématique "sécurité alimentaire" et des mesures d'accompagnement sucre, ces deux instruments permettant d'allouer un milliard et demi d'euros supplémentaires en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans des pays africains d'ici 2013.

- **Qualitativement**, nous avons revu nos propres programmes en fonction de ceux de l'Union africaine, en proposant d'aligner l'assistance européenne sur le "Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique" piloté par le NEPAD et l'Union africaine.

1/ Mais attention...

Quand on parle d'agriculture, il ne faut **pas faire l'erreur de se limiter à la question de la production "brute"**.

Il faut évidemment renforcer la production agricole.

L'Afrique est la seule région du monde où la production alimentaire moyenne par habitant ne cesse de décliner depuis 40 ans.

Il faut évidemment mettre fin à la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations de denrées alimentaires de base.

Et ce d'autant plus quand on sait qu'il y a à peine 50 ans, l'Afrique était un continent agricole en situation excédentaire.

Pour se préserver de crises alimentaires endémiques, l'Afrique devra compter sur son propre potentiel agricole. Non seulement parce que les prix seront durablement élevés, mais aussi parce que la disponibilité des produits sur le marché international n'est plus assurée si les pays exportateurs réduisent leurs exportations pour garantir leur propre sécurité alimentaire.

Mais... le secteur agricole ne se reformera pas du jour au lendemain; la production ne doublera pas en un ou deux ans.

L'agriculture est un secteur très compliqué.

De nombreux acteurs (souvent peu ou mal organisés) interagissent tant bien que mal au sein d'environnements économiques ou politiques complexes et fragiles – et avec souvent une

répartition des rôles peu claire entre les gouvernements et les acteurs du secteur privé.

L'accroissement de la production agricole africaine ne pourra se faire qu'au prix d'ajustements sérieux que la communauté internationale doit accompagner.

Des questions comme :

- L'organisation de la filière de production et de commercialisation
- L'accès aux terres
- L'accès aux intrants et aux semences
- La garantie des prix
- Les transferts technologiques
- Les infrastructures de désenclavement
- Le prix de l'énergie et du transport
- Les effets du changement climatique
- L'aménagement du territoire

sont autant de vecteurs qui interagissent et qui déterminent la capacité pour les pays pauvres de résoudre cette question existentielle, au sens propre et figuré.

On ne pourra pas non plus faire l'économie d'une clarification d'un certain nombre de débats comme l'opportunité et les conditions dans lesquelles il est bon

de promouvoir les biocarburants. De même, il faudra sortir du blocage idéologique qui concerne les OGM.

2/ Quand on parle d'agriculture, c'est de la question de la création et de l'organisation des marchés agricoles locaux et régionaux dont on parle.

Approximativement un tiers des pénuries alimentaires du monde pourrait être significativement allégées en améliorant les réseaux de distribution agricoles locaux et en aidant à relier mieux les petits agriculteurs aux marchés.

L'ouverture commerciale liée aux Accords de Partenariat Economique, avec une mise en place asymétrique et progressive permettant d'éviter une concurrence inégale pour les produits alimentaires, devrait permettre le développement des échanges, ce qui est favorable à la stabilité des prix et au transfert des technologies.

L'intégration régionale est un élément indispensable dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Elle est par exemple un élément clé pour jouer sur les complémentarités entre les zones côtières et les régions sahéliennes.

Elle est aussi un élément clé pour la question du suivi de la malnutrition – je pense ici à la crise alimentaire au Niger en 2005 qui n'était pas uniquement due à un problème de mauvaise récolte mais aussi à une question de pouvoir d'achat insuffisant et de persistance de poches de malnutrition ; je pense aussi au Kenya en 2006 : bumper harvest à l'ouest du pays et famine au Nord-Est).

Les mesures d'accompagnement que l'Europe mettra en place pourraient couvrir la mise en place de dispositifs d'atténuation des effets de la volatilité des prix sur les filières; la mise en place de fonds de calamité, de fonds d'intervention et de stocks de sécurité; le renforcement des systèmes d'alerte précoce et des systèmes d'information sur les marchés, ou encore la création de fonds de lissage pour les filières d'exportation comme celui développé sur la filière coton).

3/ Quand on parle d'agriculture, on parle aussi du renforcement de la gouvernance alimentaire mondiale.

Non pas en créant de nouveaux groupes de travail, de nouvelles organisations ou de nouveaux fonds, mais en clarifiant et en renforçant le mandat des organisations existantes.

Je pense notamment à la FAO qui doit (re-)devenir une agence phare et jouer un rôle de premier plan tant face aux anciens défis (réduction de la faim, lutte contre la pauvreté) que face aux nouveaux défis (globalisation, lutte contre le changement climatique).

L'Afrique n'a pas besoin d'une révolution verte, mais de plusieurs révolutions vertes différentes, en raison de sa diversité géographique et du nombre de variétés culturelles utilisées en agriculture. Il faut des approches différenciées selon les zones.

Les approches nationales suivies dans le cadre du programme de l'Union africaine sont de notre point de vue les plus appropriées.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de leçons à tirer d'expériences réalisées sur d'autres continents.

Mais il faut d'abord être conscient que les réponses se trouvent au niveau national.

C'est là que les révolutions vertes doivent s'enraciner.

Et c'est d'ailleurs ce qui logiquement nous amène à donner la préférence à ce niveau national pour le déboursement de nos appuis plutôt qu'à abonder de nouveaux fonds spéciaux pour l'agriculture.

X X X

Mesdames, Messieurs,

L'Afrique peut transformer la crise actuelle en opportunité de développement. Son agriculture doit pour cela être soutenue au-delà des réponses d'urgence.

Les défis sont énormes, et je ne vais ni essayer d'en faire la liste, ni essayer de donner toutes les réponses.

Je voudrais simplement insister sur quelques points qui fondent mon optimisme:

- ***D'abord, le fait que les gouvernements africains se sont eux-mêmes engagés en faveur de l'agriculture et du développement rural.***

La Déclaration de Maputo de 2003 est très claire : augmenter la croissance agricole de 6% par an et allouer 10% des ressources publiques à l'agriculture et au développement rural.

Cette appropriation par nos partenaires de la priorité à l'agriculture est le premier pas vers une aide efficace.

- ***Ensuite, le fait que la prévisibilité des financements augmente*** – deuxième pas vers une aide efficace.

L'Union européenne elle-même – premier donateur d'aide publique au développement – délivre de plus en plus son aide sous forme d'appui budgétaire.

Nous espérons pouvoir suivre cette approche dans plus de la moitié des pays africains – notamment grâce aux contrats OMD qui permettent des engagements pluriannuels d'appui budgétaire.

X X X

J'ai l'habitude de dire que ce n'est pas l'impossible qui désespère, mais le possible non atteint.

Sur le sujet qui nous occupe, je dirais que c'est d'autant plus vrai.

Garantir à chaque être humain une alimentation adéquate et régulière ne constitue pas seulement un impératif moral : c'est l'accomplissement d'un droit humain fondamental. Qu'y a-t-il de plus choquant que de voir ce droit élémentaire bafoué alors que le monde moderne a les moyens pour le réaliser ?